



FRAKTION

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
Entrée le:

13 MAI 2014
283

Monsieur Mars di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 13 mai 2014

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, nous souhaiterions poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à Madame la Ministre de la Santé au sujet de la « formation des cadres de santé ».

Suite à un changement des conditions d'admission pour la formation de cadre de santé au Centre de formation pour les secteurs infirmier et de santé (CPSI), une haute école belge pour infirmiers, uniquement les bacheliers en soins infirmiers, donc les personnes détenant d'un diplôme BAC+3, ont accès à cette formation. Les titulaires du diplôme d'infirmier luxembourgeois sont désormais exclus de cette formation parce que ce diplôme n'équivaut plus au niveau requis.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche et à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut fournir des informations concernant le nombre de personnes ayant poursuivi une formation de cadre de santé ?
- Les établissements hospitaliers ou organismes employant des infirmiers restent-ils intéressés à engager du personnel disposant de ce type de formation ?
- En outre, quel est le nombre d'infirmiers de formation luxembourgeoise détenant d'un diplôme sanctionnant une formation de cadre de santé et quel est leur pourcentage face aux infirmiers de formation non-luxembourgeoise et détenant de ce même diplôme ?
- Quelles mesures le Gouvernement compte-t-il prendre afin d'éviter un désavantage des infirmiers de formation luxembourgeoise sur le marché de travail ?

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre parfaite considération.

Sylvie Andrich-Duval
Députée

Martine Hansen
Députée



03.06.14

**Réponse de Madame la Ministre de la Santé
et de Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
à la question parlementaire n° 283
de Mesdames les députées Sylvie ANDRICH-DUVAL et Martine HANSEN
concernant les cadres de santé.**

A titre de remarque introductive, il convient de noter que la profession de « cadre de santé » n'est pas une profession de santé réglementée au sens de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé.

A la lecture de la question des honorables députées, l'on peut toutefois conclure que les interrogations émises par ces dernières ont trait à la profession de santé réglementée d'infirmier graduée.

Ainsi, et à la lumière du constat établi à l'alinéa qui précède, il y a lieu de souligner que, dans un premier temps, au Luxembourg il n'y a pas d'établissement d'enseignement supérieur décernant une formation d'infirmier gradué. Ainsi, les personnes désirant acquérir des qualifications professionnelles leur permettant d'accéder à cette profession doivent faire leurs études à l'étranger.

Par conséquent, un relevé du nombre de personnes ayant suivi une telle formation au Luxembourg ne saurait être établi.

En ce qui concerne les prérequis pour accéder à cette formation, les établissements d'enseignement supérieur sont libres de fixer leurs conditions d'admission, étant donné que l'infirmier gradué n'est pas une profession harmonisée au niveau communautaire.

Ceci explique également pourquoi le Centre de formation pour les secteurs d'infirmier et de santé peut délibérément exiger un Bachelor en soins infirmiers comme condition d'admission.

Dans ce contexte, il y a lieu de réfuter l'allégation tendant à vouloir dire que les détenteurs d'un diplôme d'infirmier luxembourgeois seraient pénalisés par rapport aux détenteurs de diplômes étrangers d'infirmier. En effet, la formation luxembourgeoise d'infirmier est conforme aux règles établies par la directive modifiée 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles (*texte réglementant au niveau communautaire la durée minimale de formation de la profession d'infirmier*).

De surcroît, il convient de souligner que l'Allemagne dispose d'un système similaire au modèle luxembourgeois et que les infirmiers « allemands » ne suivent en règle générale également pas de formation du type bac +3.

Sans entrer dans les détails des conditions d'admission des différents établissements d'enseignement allemands, l'on peut dès lors raisonnablement déduire que les infirmiers luxembourgeois peuvent accéder à des formations d'infirmier gradué dans ce pays.



Par ailleurs, il faut signaler que cette profession reste convoitée comme le montrent les chiffres constants du tableau ci-dessous.

Nombre d'infirmiers gradués autorisés à exercer au Luxembourg														
2011					2012					2013				
Nationalité					Nationalité					Nationalité				
L	B	D	F	Total	L	B	D	F	Total	L	B	D	F	Total
119	24	4	19	168	119	26	5	20	171	116	27	4	20	168

Ce tableau renseigne également que, par rapport à leurs homologues étrangers, la proportion d'infirmiers gradués luxembourgeois - dont la grande majorité a également suivi des études d'infirmier au Luxembourg - est beaucoup plus importante que pour les autres professions de santé.